

CONTRIBUTION AUX DÉBATS DU CDFN de mai 2021

Alors qu'elle se poursuit avec ses centaines de milliers de victimes, la pandémie est aussi un révélateur terrible des inégalités à l'échelle mondiale. Même dans un pays développé, sous régime encore à peu près démocratique comme la France, le creusement des inégalités sociales est indécent, comme l'ont encore pointé récemment le rapport ATTAC Oxfam, ou l'Observatoire des inégalités. C'est la conséquence d'un pouvoir qui poursuit sa politique de classe au profit des plus riches, et projette une énième cure d'austérité pour les autres. Signe d'un capitalisme devenu complètement fou, le CAC40 versera plus de dividendes pour 2020 que le montant des bénéfices réalisés par les entreprises ! Alors que le nouveau président aux USA, pourtant loin d'être un idéologue révolutionnaire, propose une imposition minimale mondiale des entreprises, de taxer les riches, de lever les brevets sur les vaccins, l'UE s'accroche au dogme néolibéral et refuse la levée des brevets sur les vaccins, avec la bénédiction de Macron, qui cherche à gagner désormais du temps face à la pression qui augmente, en renvoyant la question à fin 2021. Ce grand humaniste refuse tout aussi obstinément de revenir sur les exonérations massives d'impôts consenties aux plus riches depuis 2017 (et avant!). Le nouveau monde d'En marche sent le rance et l'égoïsme indécent de classe, ou même de caste.

Un contexte international inquiétant

Les tensions persistent à travers le monde et **l'État français prend sa part dans les compétitions impérialistes**, comme l'ont rappelé les récentes initiatives gouvernementales sur la scène internationale, alimentant les tensions géopolitiques (mer de Chine, succession d'Idriss Déby au Tchad, ...). Au Mali, l'opération Barkhane s'enlise et l'essentiel des aides au développement est passé à destination de l'effort militaire et non des civils. Les inégalités sociales, l'insécurité alimentaire et la pauvreté s'amplifient, le nombre des victimes civiles faites par les forces de sécurité alliées à la France augmente.

Par ailleurs, **la politique française d'intervention est à géométrie variable** lorsqu'il s'agit de faire entendre une voix forte sur la scène internationale **pour protester contre les oppressions coloniales ou néolibérales.**

En Palestine, conflit colonial majeur depuis plus de 70 ans, le cessez le feu intervenu jeudi 20 mai sur le front gazaoui reste incertain. La guerre coloniale de ces derniers jours contre l'enclave palestinienne de Gaza, déjà asphyxiée par le blocus, a été une réponse violente à une résistance croissante, déterminée et protéiforme de la jeunesse palestinienne en Israël, en Cisjordanie et à Gaza. Cette résistance ne peut être réduite au volet militaire mis en œuvre par le Hamas. L'ampleur de la mobilisation montre que **seule une solution politique juste et durable permettra de mettre fin à la violence et ceci ne peut passer que par la fin des discriminations, des annexions et violences coloniales et le respect du droit international.** Le gouvernement français, à l'occasion de cette crise, a fait la preuve d'une complicité objective avec le gouvernement Netanyahu. Après avoir, dans un premier temps, renvoyé dos à dos agresseur et agressés, il est intervenu tardivement et n'a eu de cesse en France de multiplier les tentatives

d'intimidation, allant jusqu'à faire arrêter le président de l'AFPS et à interdire des manifestations de solidarité avec les Palestiniens sous des prétextes fallacieux d'ordre public. **La FSU doit dénoncer avec force ces actes et réaffirmer sa solidarité avec la population palestinienne**, en continuant à appeler aux manifestations le cas échéant mais aussi à moyen terme en développant l'action concrète par une implication de la fédération au sein du réseau ETUN et l'organisation de missions en Palestine occupée dès lors que les conditions de sûreté seront remplies.

En Colombie, le gouvernement Duque, poussé par l'extrême droite, mène une répression sanglante, à l'encontre d'une population massivement en révolte, et principalement les jeunes précarisés des quartiers populaires, contre le projet de réforme fiscale – retiré face à l'ampleur de la mobilisation – et d'autres réformes des services publics visant à approfondir encore les politiques néolibérales : là encore, **le silence du gouvernement français est éloquent**. La vente d'armes et de véhicules (dont le MIDDs) par la France aurait-elle à voir dans ce silence complice? La FSU doit interpeller les autorités sur la situation pour qu'elles dénoncent la répression en cours et soutiennent la plainte déposée devant la Cour Pénale Internationale.

D'Amérique latine cependant, vient une note d'espoir avec **l'élection d'une assemblée constituante au Chili** marquée par la prédominance de forces de gauche et écologistes : la constitution à venir entrera en vigueur en 2022 et marquera la fin du cycle ouvert en 1973 avec Pinochet. Elle devrait comporter des avancées en termes de droits sociaux et environnementaux. Elle pourrait notamment inscrire comme un droit humain l'accès aux ressources comme l'eau. **Cette avancée démocratique n'aurait pas été obtenue sans l'action du mouvement social chilien, notamment celui d'octobre 2019 lié à la question des services publics.**

En France, la menace fasciste se rapproche dangereusement

Légitimée par ce pouvoir néolibéral autoritaire restreignant les libertés démocratiques, nourrie par les politiques alimentant la crise sociale depuis des décennies, renforcée politiquement mais aussi « culturellement », notamment via une partie des médias, l'extrême-droite se sent toucher au but. En

plus de sa politique, **le gouvernement actuel se révèle**, par les prises de positions de ses membres les plus en vue, **un vecteur dangereux des idées d'extrême droite** : pour masquer leur incapacité à gérer correctement la crise sanitaire, Blanquer et Vidal ont brandi l'islamo-gauchisme, Darmanin les dissolutions d'associations sous couvert d'islamisme et les accusations de mollesse du RN, etc. Gageons que les mêmes, qui ne font adopter aucune mesure de nature à réduire le désespoir social faisant le lit du RN, auront le culot de se présenter comme un rempart à l'extrême droite aux prochaines élections présidentielles. Mais si l'on en croit le récent sondage Harris-Interactive-Challenges, **le vote pour la candidate du RN apparaîtrait, dans une large part de l'électorat des classes les moins favorisées, comme le vote utile pour chasser Macron...** Les tribunes de militaires appelant à la sédition, les propos de responsables de syndicats policiers lors de la manifestation de policiers du 19 mai, demandant que la police soit au-dessus de la constitution et de la justice, soutenus par le ministre de l'Intérieur et certains des représentants de partis politiques présents, renforcent les idées de l'extrême-droite et portent profondément **atteinte aux principes démocratiques et constitutionnels de séparation des pouvoirs**. Le dépôt de plainte du ministre de l'Intérieur contre Audrey Pulvar, à la demande expresse du syndicat des commissaires de police, et à quatre semaines des élections régionales, est une nouvelle attaque contre les libertés démocratiques. Cela doit nous alerter sur la **fuite en avant illibérale du gouvernement, engagé dans une compétition électorale avec une extrême-droite qui monte en puissance**.

Pour l'École émancipée, il est fondamental que la FSU s'implique fortement et sur la durée dans une mobilisation la plus large possible contre les idées d'extrême-droite, et qu'elle continue de lutter visiblement contre les injustices sociales qui les renforcent.

C'est une très bonne chose que la nécessité d'une riposte nationale rapide soit aujourd'hui très largement partagée. L'appel unitaire, mêlant syndicats, associations et partis, à une journée de manifestations le 12 juin est une étape importante pour organiser la riposte et poser les jalons d'un front permanent. L'engagement de la FSU, avec ses valeurs émancipatrices, est un élément fort pour nos professions afin **d'alerter sur les dangers de l'extrême droite aux portes du pouvoir et de**

porter des alternatives sociales et écologiques à opposer aux replis sécuritaires et identitaires.

C'est cet engagement, aux côtés des autres syndicats et associations, qui peut contribuer à engager une dynamique de mobilisations de masse et sur la durée dépassant le seul cadre des élections à venir. Il peut aussi être un élément important favorisant l'engagement et le travail commun des partis politiques voulant vraiment construire une alternative sociale et écologiste.

L'AG de VISA du 29 mai sera un autre lieu de discussion et propositions d'initiatives à caractère syndical dans lesquelles la FSU a toute sa place à tenir.

Après le 12 juin, il sera nécessaire d'ancrer la mobilisation unitaire dans la durée, avec à court terme la nécessité d'appeler à des actions fortes au moment de la tenue du congrès du RN début juillet à Perpignan.

Renforcer la lutte pour les libertés individuelles et collectives

Face aux effets néfastes de la loi TFP pour affaiblir le rôle des syndicalistes dans la Fonction publique, mais aussi la campagne de discrédit et persécution menée contre celles et ceux qui s'engagent dans les batailles, il est important de s'engager aux côtés des syndicats de lutte et transformation sociale dans **la défense des militant·es qui subissent la persécution du patronat pour leur rôle engagé aux côtés des salarié·s et agent·es** : le machiniste Alexandre El Gamal vient de gagner le combat contre la RATP grâce à la décision de l'Inspection du travail qui refuse son licenciement ; reste à lutter aux côtés de Ahmed Berrahal qui est menacé de licenciement lui aussi pour avoir dénoncé les agressions sexuelles et harcèlement à l'encontre des femmes à la RATP ; à l'éducation nationale aussi, à nouveau, des syndicalistes et militant·es sont poursuivie·es: Lahcene dans le Val de Marne, la collègue du Rhône (masque arc-en-ciel)...

De plus, l'extradition voulue par le gouvernement de 10 ancien·nes militant·es italien·nes, réfugié·es en France après les années de plomb est un symbole inquiétant : la FSU doit dénoncer ce cadeau politique du gouvernement Macron à l'extrême droite italienne.

La censure par le conseil constitutionnel de certains articles de la loi Sécurité globale, dont l'article 52 (ex article 24) sur la diffusion d'images de policiers en opération et l'article 42 sur la

surveillance des manifestations par des drones , constitue **une victoire pour les défenseurs des libertés publiques, dont nous pouvons nous réjouir.** Néanmoins, d'autres dispositions augmentant les pouvoirs des polices municipales ont été validées, en particulier en matière de vidéo-surveillance. D'autre part, le gouvernement avait fait introduire dans l'article 18 du projet de loi « séparatisme », encore en cours d'examen parlementaire, certaines des dispositions du très contesté « article 24 » de la LSG ; **le combat n'est donc pas fini**, d'autant que le Sénat a adopté, lundi 12 avril, une version largement durcie du projet de loi contre le « séparatisme », avec des dispositions visant tout particulièrement la pratique religieuse musulmane.

Tout cela contribue à un climat nauséabond et très inquiétant.

Les femmes, en première ligne des régressions sociales

Le récent rapport de la Fondation des Femmes tire la sonnette d'alarme face au risque de régression inédite de l'égalité femmes-hommes, un an après le début de la crise Covid.

De même, l'avis du CESE en date d'avril 2021 souligne que selon les premières enquêtes, la crise sanitaire et les confinements ont provoqué une explosion des violences faites aux femmes, aggravé la charge mentale des femmes et renforcé les inégalités de répartition des tâches ménagères et familiales.

À ces conséquences s'ajoutent des répercussions économiques et sociales d'ampleur : d'après Onu Femmes, **l'augmentation prévue du taux de pauvreté des femmes à cause de la pandémie sera de 9% alors qu'était attendue une baisse de 2,7% sans la crise.** Alors que le gouvernement ne met en œuvre aucune politique publique et les moyens nécessaires pour résorber les inégalités salariales entre les femmes et les hommes ni revaloriser les métiers à prédominance féminine, pour lutter efficacement contre toutes les formes de violences que les femmes subissent, **la FSU doit pleinement s'inscrire dans la revendication d'un plan de relance féministe.** La récente victoire des femmes de chambre de l'hôtel Ibis montre la nécessité de mener ces luttes et prouve qu'elles payent.

L'offensive réactionnaire déclenchée par Jean Michel Blanquer par l'interdiction de l'usage de

l'écriture inclusive s'articule avec d'autres attaques aux droits des femmes (non élargissement du droit à la PMA et refus l'allonger les délais de recours à l'IVG, loi séparatisme et port du voile,...).

La FSU doit amplifier son combat, en lien avec les associations féministes, contre les régressions sociales visant en premier lieu les femmes et pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes.

Services publics : s'appuyer sur le soutien des usager·es

Si l'on en croit le sondage IFOP-L'Humanité paru le 15 mai, les Françaises sont massivement favorables à un grand plan de réinvestissement dans les services publics. Il nous faut utiliser cette prise de conscience de l'utilité des SP qu'a permis la pandémie, pour mobiliser largement personnels du SP et usager·es en vue de regagner des moyens et des postes de fonctionnaires pour les SP. Cela suppose de poursuivre et amplifier le travail à tous les niveaux dans un cadre associant les organisations syndicales et les collectifs d'usager·es qui partagent nos valeurs.

La situation dans l'Éducation nationale est mauvaise : succession de protocoles sanitaires sans concertation, manque de moyens humains et matériels, pression sur les équipes dans le cadre des auto-tests, injonctions contradictoires sur brassage et non-brassage ... Les personnels qui ont vécu une année difficile, en mode dégradé, et ils·elles ont rempli leurs missions au prix d'un épuisement professionnel certain. Ils·elles ont aussi subi les mensonges du ministre (sur les chiffres de contamination, sur les dates de vaccination), son mépris (refus d'aménagement des programmes et des examens) : **Blanquer est totalement délégitimé et rejeté par la profession**, la fédération doit se faire l'écho de cette détestation et demander sa démission. Et à la conjoncture sanitaire s'ajoutent les régressions structurelles : augmentation des HSA dans le secondaire au détriment des heures postes, nombre de postes en baisse aux concours, réforme de la formation qui entraîne des modifications en profondeur du métier, menaces sur l'existence de l'éducation prioritaire, volonté de JM Blanquer de décliner sa politique libérale et inégalitaire et d'imposer sa vision réactionnaire à l'intérieur de l'école, dont les derniers avatars sont la réforme du programme de l'école maternelle et l'interdiction de l'écriture inclusive, en particulier l'usage du point médian. **En proposant un plan d'urgence pour**

l'École, la FSU a fait les bons choix, celui d'anticiper la rentrée 2021 et celui de mettre la pression sur le pourfendeur de l'écriture inclusive. **Mais il ne faut pas s'arrêter au milieu du gué et laisser les personnels dans l'expectative. La question de la mobilisation unitaire pour un plan d'urgence à la rentrée 2021 est clairement posée.** Autour de la grève le 3 juin des AESH et le 10 juin des infirmier·es scolaires, il faut créer les conditions de cette nécessaire mobilisation. Il faudrait **un cadre unitaire d'initiatives de mobilisations pour l'ensemble des personnels** (enseignant·es, membres des équipes éducatives, personnels sociaux et de santé, agent·es territoriaux, AED,...) avec un appel national à être dans la rue tout en préparant un rendez-vous en septembre.

À la sidération du champ du travail social suite au décès d'Audrey Adam, conseillère en économie sociale et familiale, dans l'exercice de ses missions de service public, s'est conjuguée la colère par l'absence de réactions du gouvernement sur cet acte incompréhensible. Ce silence illustre le peu de considération du gouvernement pour les actions indispensables à la solidarité et à la cohésion sociale.

Tracer un chemin pour un autre projet de société

Même s'il n'a pas pu arracher une victoire franche, **le mouvement social et notamment syndical a largement pesé dans l'opposition à Macron.** Il y a eu des grèves et manifestations monstres contre le projet de réforme des retraites, des mobilisations féministes et pour les droits des migrant·es, des mouvements de défense des services publics, en particulier celui de l'éducation, ou les marches pour le climat. Le syndicalisme de lutte et de transformation sociale a largement contribué à impulser cette dynamique de mobilisations, malgré la crise sanitaire.

Même si les violentes agressions contre des militantes de la CGT en fin de manifestation à Paris ont fait écran dans les médias au succès de la journée, **les manifestations du 1er mai, compte-tenu du contexte sanitaire et politique, montrent une mobilisation qui reste importante et donc un potentiel pour des actions fédératrices à venir.**

La centaine de manifestations du mouvement des retraités le 31 mars, qui ont mis 20.000 personnes dans la rue malgré la situation sanitaire, à l'initiative des intersyndicales départementales issues du G9,

pour défendre un pouvoir d'achat en baisse, un accès aux soins pour toutes et tous avec un 100% sécurité sociale et la nécessaire solidarité intergénérationnelle, montre à la fois la disponibilité au combat des retraité·es - dans l'unité - et l'inquiétude sur les mesures austéritaires et de réduction des dépenses publiques qui se profilent sous couvert entre autres de la future loi autonomie / grand âge. Des combats pour un service public de l'autonomie, pour le développement de la protection sociale, pour sécuriser les droits à la retraite sont devant nous et concernent actif·ves autant que retraité·es.

L'interpro projette une mobilisation en septembre, il nous faut commencer à la préparer et à la construire dès maintenant, dans notre secteur. Préparer la rentrée sociale est une absolue nécessité : les inégalités progressent, la situation des privé·es d'emploi va se dégrader à partir du 1er juillet avec la réforme de l'assurance chômage, les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire vont provoquer des situations de détresse parmi la population, la situation de la jeunesse est également très préoccupante. La fédération doit mettre toutes ses forces dans la construction d'une action d'importance en septembre pour reprendre la main et peser sur les politiques en cours.

Cela suppose de proposer aux collègues des actions qui les impliquent directement, en partant des préoccupations qui sont les leurs.

Or l'action intersyndicale du 15 juin dans la fonction publique, sur la question des rémunérations, ne semble, pas plus que celle du 6 avril, s'acheminer vers des modalités associant largement les collègues. Il est donc à craindre qu'elle ne connaisse le même sort, décourageant les équipes militantes d'y investir à nouveau du temps. Les mobilisations unitaires prévues à Nantes dans le cadre des « Assises de la protection de l'enfance » les 23 et 24 juin montrent que bon nombre de salarié·es ne sont pas résigné·es. À nous de nous appuyer sur ces dynamiques.

La quasi-disparition des CAP dans la FP prive bien sûr les organisations syndicales d'un moyen simple

d'entrer en contact avec les personnels et d'attirer leur attention sur d'autres questions moins corporatives. **Mais les questions de carrière ne sont pas le seul point d'entrée pour montrer l'existence et l'utilité des syndicats.** Ces derniers ont préexisté aux CAP et ont su mobiliser sans cela. Il nous faut donc réfléchir collectivement à ce qu'il convient de mettre mieux en avant désormais pour susciter l'attention et la participation des personnels aux actions proposées par les syndicats. Le colloque proposé par l'IR FSU les 2 et 3 juin prochains sur le syndicalisme au 21ème siècle en est une occasion.

Le cadre de « Plus jamais ça », mêlant associations et syndicats dans des luttes sociales et environnementales est très intéressant pour cela. **L'urgence climatique, pour laquelle quasiment rien n'a été fait ces dernières années, donne corps partout sur la planète au slogan « fin du monde, fin du mois, même combat ! »**

Les Assises de « Plus jamais ça » prévues les 28 et 29 mai seront l'occasion de faire le point sur les mobilisations locales dans ce cadre et sur les propositions d'enrichissement des 34 mesures du plan de sortie de crise.

De même, l'Université d'été des mouvements sociaux qui se tiendra du 18 au 22 août à Nantes est un cadre de réflexion et d'enrichissement militant mutuel que la FSU doit investir largement en incitant et facilitant la participation militante à tous niveaux.

La FSU doit poursuivre dans cette voie du travail intersyndical en lien avec des associations en s'appuyant à la fois sur les mobilisations comme sur le cadre original de « Plus jamais ça » pour peser sur la campagne électorale de 2022 déjà largement engagée. Cela doit lui permettre de développer ses liens avec la CGT et Solidaires pour avancer ensemble dans la construction d'un nouvel outil syndical, seul à même de contrer l'offensive libérale autoritaire et de tracer un chemin pour un autre projet de société, social, féministe, antiraciste et écologiste.